

# **RASSEMBLEMENT DU 15 OCTOBRE 2013: DISCOURS DE JEAN-CLAUDE MAILLY**

Camarades,

Pour la sixième fois en vingt ans, un gouvernement prend la décision de réformer, ou plutôt contre-réformer, la retraite.

Pour la sixième fois en vingt ans, un gouvernement et une majorité parlementaire veulent retarder l'âge de départ en retraite.

Alors qu'on dit au plus haut niveau de l'État que la jeunesse est la priorité, on dit à cette jeunesse qu'elle devra travailler plus longtemps, 43 ans, pour avoir droit à une retraite à taux plein. C'est-à-dire travailler jusqu'à 67 ans, ou partir avant avec une retraite amputée. Cela signifie travailler plus pour gagner moins.

Concrètement, travailler 43 ans au lieu de 37,5 ans cela revient à travailler 40 heures par semaine! (plus de 9.000 heures de travail sur une carrière complète).

Alors qu'on dit que la jeunesse est la priorité, celle-ci commence à engranger des trimestres trois ans plus tard que ses aînés car elle galère pour trouver un emploi stable. Que dire aux salariés de Gad ou de Doux en Bretagne nés en 1973 ou après, qu'ils vont être licenciés et qu'ils devront travailler plus longtemps!

Quant à ceux qu'on appelle les seniors, un sur deux dans le privé n'est plus en activité quand il prend sa retraite et de plus en plus nombreux sont celles et ceux qui se retrouvent aux minima sociaux, notamment parce que l'AER n'a pas été rétablie.

L'espérance de vie augmentant, on nous présente comme une évidence, ou une vérité révélée, qu'on doit travailler plus longtemps! On oublie tout simplement de prendre en compte les gains de productivité (on produit plus avec moins de monde), tout comme on ne veut pas voir que l'espérance de vie en bonne santé a diminué d'un an environ depuis le début de la crise.

Déjà en 2010 nous disions: 40 ans c'est déjà trop; nous n'avons pas changé d'opinion en 2013.

En fait, retarder l'âge du départ en retraite, comme l'écrit le gouvernement quand il envoie son projet de budget à Bruxelles, c'est s'inscrire dans le pacte budgétaire européen signé par la France et les autres pays européens.

C'est s'inscrire dans une logique de rigueur ou d'austérité socialement, économiquement et démocratiquement destructrice et suicidaire.

Ce qui est désespérant, c'est bien le pacte budgétaire européen. C'est pourquoi nous le contestons, comme la quasi-totalité des syndicats sur le plan européen. Ce qui est facteur d'espoir, c'est notre capacité à résister, notre capacité à dire NON, notre capacité à ne jamais baisser les bras et à ne pas nous inscrire dans le cercle des bien-pensants du libéralisme économique ou du capitalisme libéral.

Sur un sujet comme la retraite:

– Comment ne pas dégager par l'impôt (et notamment l'impôt sur les dividendes) les sommes nécessaires à ce qui relève de la solidarité nationale?

Rappelons notamment que la répartition des richesses produites augmente de plus en plus pour les actionnaires. Rappelons aussi que de très grandes entreprises ne paient aujourd'hui aucun impôt sur les sociétés.

- Comment ne pas intégrer dans l’assiette de cotisation patronale le critère de valeur ajoutée (ce que nos anciens appelaient la cotisation machine)?
- Comment oublier que la non-augmentation des salaires et l’explosion du chômage plombent lourdement le financement des retraites?
- Comment peut-on être sûr de la croissance économique dans huit ou dix ans quand on ne la connaît pas pour les mois à venir?
- Comment ne pas être choqué quand les aides publiques aux banques sont exclues des normes dogmatiques de déficit budgétaire alors que les dépenses sociales, percutées par la crise, le sont?

Aujourd’hui, s’il décide de s’inscrire dans la logique de la loi Fillon de 2003 en allongeant la durée d’activité, le Parlement reniera ce que disait Pierre Mauroy en 2010 face à la remise en cause du droit à la retraite à 60 ans en expliquant qu’on n’a pas le droit d’abolir l’Histoire.

Retarder l’âge de départ en retraite, c’est abolir l’histoire sociale, c’est renoncer au progrès social, c’est faire supporter aux salariés les turpitudes du capitalisme.

Aujourd’hui, 15 octobre 2013, nous prenons date. Rien n’est définitif. Ce qu’une loi fait, une loi peut le défaire. Aujourd’hui, lorsque le patronat éternue, le gouvernement se précipite pour lui apporter des mouchoirs et céder à ses demandes.

Dans le projet de budget 2014, aux 15 milliards d’euros de réduction des dépenses publiques et sociales correspondent 15 milliards nouveaux d’aides aux entreprises. Le crédit d’impôt compétitivité emploi est accordé sans condition et sans contrôle fiscal. Ce qui veut dire que dans les grandes entreprises ce seront les actionnaires qui pourront en profiter.

Comme nous l’avons dit au président de la République et au gouvernement lors de l’ouverture de la dernière conférence sociale: entre Léon Blum qui affirmait «nous serons les gestionnaires honnêtes et loyaux des affaires du capitalisme», et Jaurès qui affirmait «le courage, c’est de rechercher la vérité et de la dire, c’est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe», nous choisissons Jaurès.

Il appartient, dès lors, aux travailleurs et à leurs organisations syndicales de se faire entendre et de construire progressivement le rapport de force. Nous savons que tout est lié: salaires, emploi et retraites. 1% de salaire en plus et 100.000 emplois, c’est plus d’un milliard d’euros dans les caisses du régime général de retraite.

Résister est indispensable, socialement, économiquement et démocratiquement.

Sur le projet de loi sur les retraites que l’Assemblée nationale entend voter aujourd’hui, nous réaffirmons que si tel est le cas, la cicatrice sera profonde.

Car les quelques avancées, dont certaines, telle la pénibilité, demandent à être confirmées, sont lourdement plombées par le recul de l’âge de départ en retraite et l’enfermement de la retraite dans les rails de l’austérité économique et budgétaire.

Ce sont là des décisions lourdes de sens et graves, qui rendent globalement ce projet de loi inacceptable.

C’est pourquoi Force Ouvrière le refuse;  
C’est pourquoi Force Ouvrière le rejette;  
C’est pourquoi Force Ouvrière le combat.

Je vous remercie.